



«Tu sors de tes études, tu proposes ton énergie, et personne n'en veut»

Ils sont très diplômés mais occupent des postes bien en deçà de leurs qualifications, ont des contrats précaires ou pointent à Pôle Emploi. A Grenoble, rencontre avec des bac + 5 ou bac + 8 désabusés, alors qu'ils pensaient avoir tout fait pour réussir.

REPORTAGE

Par
FRANÇOIS CARREL
Correspondant à Grenoble
Photos **PABLO CHIGNARD**,
HANS LUCAS

Plus que jamais en France, le diplôme est considéré comme un atout essentiel pour l'insertion professionnelle. Seuls 11% de ceux qui en possèdent un pointent au chômage cinq ans après leur entrée sur le marché du

travail, alors que 40% des jeunes non diplômés sont sans emploi. Ces 11% représentent néanmoins un chiffre très élevé: «Ce sont des centaines de milliers de jeunes qui, au sortir de longues études qui ont nécessité des sacrifices importants, peinent à trouver un poste en adéquation avec leur diplôme», relève Camille Peugny, sociologue à Paris-VIII. «Un diplômé de l'enseignement supérieur sur quatre ou cinq peut être considéré comme déclassé sur son premier emploi.» Précarité, temps partiels, faibles revenus, boulots alimentaires, chômage à répétition ou emploi sans rapport avec les compétences sont le lot de nombre de diplômés du supérieur.

«La durée du "bizutage social" s'est allongée: après un master, il est courant de cumuler quatre à cinq ans de stage et de CDD. L'âge moyen du premier CDI est passé à 29 ans», souligne Camille Peugny. En témoignent ces Grenoblois âgés de 25 à 40 ans et diplômés de bac + 5 à bac + 8 en situation délicate. Tous dénoncent un gâchis humain et portent un regard désabusé, parfois révolté, sur une société qui ne leur donne pas la place qu'ils espéraient et dans laquelle ils ne se reconnaissent pas.

Claire Précaire dix ans, au chômage maintenant

Claire, 40 ans tout juste, est docteure en biologie cellulaire et moléculaire depuis 2005, et au chômage depuis un an. Jamais elle n'a pu accéder à un CDI. Elle a multiplié pendant dix ans les contrats précaires à l'institut des neurosciences de Grenoble, dans le privé près de Genève, dans un labo du Commissariat à l'énergie atomique, entrecoupés de périodes de chô-

mage... Jusqu'à arriver à la limite légale de son employabilité en CDD dans le public. «Les labos publics où je suis passée me sollicitent, mais je n'ai plus le droit d'y accéder, explique-t-elle. C'est très frustrant: j'adorais ce que je faisais, j'étais appréciée et je dois faire une croix sur mon métier où il y a des manques et où mes compétences seraient utiles? C'est du gâchis.»

Elle continue à chercher dans le privé, a décroché quelques entretiens. On lui a proposé un poste, mais il était basé à l'étranger: inacceptable pour cette mère de trois jeunes enfants dont le mari, peintre en bâtiment, est salarié à Grenoble. «Je n'ai pas voulu sacrifier ma vie de famille», tranche-t-elle. Elle vit en partie sur son allocation chômage, en assurant des cours particuliers et des vacances à la fac, «pour rester active et à l'affût». Il lui a fallu prendre un statut d'auto-entrepreneur pour pouvoir être payée par l'université... «Dans un an, je n'aurai plus de chômage. Dois-je repartir à zéro? Faire instit? Souci, je n'ai plus droit à une formation pour me reconvertir... Et puis ça me fait mal de recommencer au bas de l'échelle salariale et de renoncer à mon métier passion!» Du futur président, elle n'ose attendre la création de postes dans la recherche publique, mais au moins qu'il élargisse le recours aux CDD, qu'il impulse une mobilité des fonctionnaires. Seul espoir pour elle de retrouver le chemin des labos.

Emma Un master, et bientôt un RSA

Emma a 25 ans, elle a décroché en 2014 un master de stratégie territoriale et urbaine à Sciences-Po Paris. Elle vit chez ses parents et

touchera ce mois d'avril sa dernière allocation chômage avant de basculer au REA. Emma se prépare à chercher un petit boulot alimentaire. Tout avait pourtant bien commencé après son master, avec un CDD dans un cabinet de conseil en région parisienne, où elle réalise les études stratégiques des politiques de l'habitat pour des collectivités. Elle se sent vite mal à l'aise: beaucoup de responsabilités, un salaire moyen, une position de prestataire pour des élus dont elle doit suivre les orientations politiques, une ambiance délétaire au sein du cabinet. A la mi-2015, après dix mois, elle quitte cet emploi, désireuse de mettre ses compétences au service d'une «autre manière de penser la gestion du territoire, axée sur la transition écologique». Depuis, elle n'a pas retrouvé de poste. Elle a fait les vendanges, du woofing (travail dans une ferme bio), un service civique au Maroc et a répondu à une multitude d'offres d'emploi... sans succès. Elle ne se plaint pas: «J'assume mon refus d'un parcours classique et d'une carrière menée au détriment de mes convictions et des urgences écologiques et sociales.» Mais elle avoue une certaine anxiété. Avec deux anciens de son master, elle a monté une association qui propose aux collectivités un accompagnement sur une transition écologique mêlant énergie, transports, habitat, participation, cohésion sociale: «Certaines sont très intéressées mais sont-elles prêtes à nous payer?» Elle attend des candidats à la présidentielle «une prise en compte des enjeux écologiques, un changement de régime politique, une place renforcée pour les citoyens et l'écologie en lieu et place du système capitaliste».

Elle se sent plus proche de Mélenchon que de Hamon, se décrivant «en rupture, contestataire».

Alexandre et Sarah Un couple de docteurs pour 2 000 euros

Alexandre et Sarah ont 30 ans, deux enfants en bas âge et un petit appart loué au centre-ville. Depuis 2013, ils sont tous deux docteurs, elle en biochimie, lui en chimie appliquée à l'environnement. Après leur thèse, ils n'ont pas cherché à intégrer la fonction publique, comme chercheurs ou enseignants-chercheurs : «Nous savions que ça serait passer par cinq ans de "post-doc" à l'étranger, sans aucune garantie de poste ensuite. Nous nous sommes

«Je suis en colère, je me sens déconsidéré. On est volontariste, on a des choses à apporter et on ne nous laisse pas l'occasion de le démontrer.»

Alexandre docteur en chimie tournés vers le privé, convaincus que nous avions des compétences valorisables.» Sarah renonce après de rudes entretiens et se rabat, en attendant mieux, sur une mission de prof vacataire en collège. Après son premier enfant, elle trouve un contrat en post-doc à Grenoble, dans un labo public, bien payé... mais qui ne débouche sur aucun emploi ferme. Retour au chômage, aux candidatures infructueuses et aux vacances dans l'Education nationale. Elle s'occupe depuis peu d'une classe Segpa, des enfants en grosses difficultés sociales et scolaires. Alexandre s'est accroché longtemps à sa recherche : un an et une centaine de candidatures pour trois entretiens téléphoniques et un seul physique, avant de lâcher prise : «Dans mon domaine, on ne trouve plus... Il y a peu d'offres et une énorme concurrence. Je suis en colère, je me sens déconsidéré. On est volontariste, on a des choses à apporter et on ne nous laisse pas l'occasion de le démontrer!» Après une expérience avortée de professeur des écoles stagiaire, conclue par une dépression, il reprend un master pro en alternance, dans la maintenance de l'industrie nucléaire, où il est – presque – assuré de trouver

du travail.

Le couple gagne aujourd'hui 2000 euros mensuels au total. Des cours particuliers pour lui, la vente de pâtisseries maison pour elle aident à arrondir les fins de mois. Ils ne se plaignent pas : «*Simplement, à 30 ans, nous ne nous posons encore aucune question de confort, d'épanouissement, mais seulement de stabilité. Quel recul par rapport à la génération de nos parents...*» constate Alexandre. «*On s'en sort bien, mais au prix d'une vraie désillusion sur la société et d'un fossé avec la génération précédente qui nous dit "vous êtes trop exigeants, pas adaptés au monde du travail", alors que c'est juste qu'il n'y a pas de travail!*» renchérit Sarah. Ils ont décidé de ne pas voter : «*C'est le fruit de ces années difficiles et de mon dégoût de cette V^e République qui entretient une aristocratie indifférente à la jeunesse*», grince Alexandre. Sarah s'emporte : «*Puisque tout est décidé par des gens bien installés, par-dessus les élus quels qu'ils soient, je ne voterai pas. Je ne supporte plus d'être prise en otage au prétexte de contrer le FN: mon seul pouvoir, c'est de ne pas aller voter. Quand plus personne ne votera, les politiques comprendront peut-être.*»

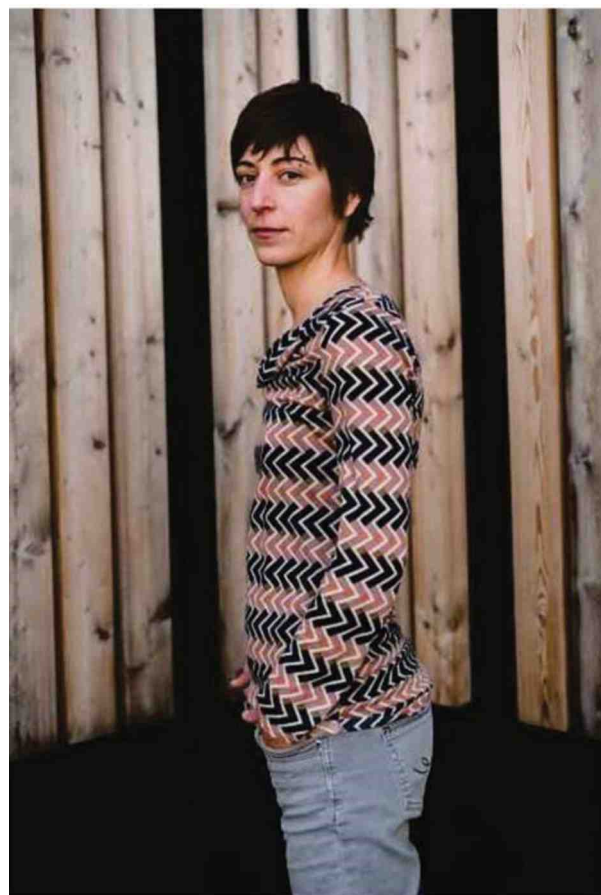
Marion Bac +5 et un emploi aidé à temps partiel

Marion a 29 ans. Après son master communication et gestion de projets culturels, obtenu en 2010 à Sciences-Po Lyon, elle a accepté un poste à temps partiel d'attachée d'élite, où elle s'est ennuyée, puis a enchaîné sur des petits boulots de bureau, de la recherche de financement en auto-entrepreneur pour une association culturelle... tout en continuant sa recherche active d'emploi.

Elle s'expatrie à Berlin, passe par une start-up de production de textes techniques, à mi-temps et sous une terrible pression à la rentabilité, puis par de longs mois de chômage avec des allocations de misère et des cours de FLE (français langue étrangère) au noir... «*Je n'envisageais pas un retour en France dans cette situation d'échec, après trois ans de galère. J'avais sous-estimé la violence de la posture dans laquelle me plaçait la recherche infructueuse d'emploi. Tu sors de tes études, tu proposes ton énergie, et personne n'en veut. C'est annihilant. Je me suis énormément isolée.*»

Elle finit par rentrer en France, choisit Grenoble et retrouve un peu de confiance en elle grâce à une formation proposée par l'Apec (Association pour l'emploi des cadres). Elle trouve un emploi aidé, à temps

partiel et 1100 euros net à Cap Berriat, association d'éducation populaire et d'accompagnement de jeunes porteurs de projets. «*Enfin une structure avec laquelle je me sens en accord.*» Elle aime son job, espère un CDI prochainement, mais son équilibre est fragile. Son compagnon allemand, bac +5 en sociologie, n'a trouvé à Grenoble qu'un petit boulot en périscolaire, à 400 euros par mois. Elle n'attend pas grand-chose de la présidentielle. Elle se sent «en décalage générationnel», «en colère» contre «cette société et son système éducatif qui nous dénie la capacité de choisir ce qui est bon pour nous». Elle ira voter, sans grand intérêt. ◀



Marion, 29 ans, bac +5 en communication et gestion de projets culturels.



Claire, 40 ans,
docteur
en biologie
cellulaire,
le 6 avril.